

PORTRAIT

Le négociateur onusien des crises de l'Afrique revient sur son passé de jeune militant de l'indépendance algérienne pour rendre hommage à la solidarité humaine

Mohamed Sahnoun, la mémoire blessée d'un homme de paix

« Non, rien de rien, non, je ne regrette rien... » La voix d'Édith Piaf résonnait, amplifiée par des haut-parleurs, aux quatre coins de la villa Sesini, une belle maison entourée d'un vaste jardin planté de palmiers, avec vue plongeante sur la baie d'Alger. Au fond d'une maisonnette, un grand gaillard à l'accent germanique poursuivait sa sale besogne. Comme beaucoup d'autres, Mohamed Sahnoun a connu les affres de la torture, séquestré plusieurs jours dans cette grande bâtisse de style mauresque, en pleine bataille d'Alger.

Cinquante ans après, le diplomate algérien, ancien ambassadeur, puis représentant spécial et conseiller du secrétaire général de l'ONU, raconte cette expérience dans un livre (1). Plus que le récit des souffrances et de l'humiliation vécue par le jeune militant de l'indépendance, *Mémoire blessée* se veut un hommage à la chaîne de solidarité des hommes et des femmes, algériens ou européens, civils, religieux ou militaires, qui s'est mobilisée pour le sortir de là.

« J'ai travaillé plusieurs années à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), à la Ligue arabe et aux Nations unies, explique Mohamed Sahnoun. Une de mes premières missions pour l'ONU a été en Somalie, en 1992, dans une situation extrêmement difficile. Je me souviens de ces jeunes volontaires irlandaises qui soignaient des Somaliens. On ne souligne pas assez l'importance de ces gestes d'humanité. Moi aussi, des gens m'ont aidé et m'ont protégé. »

Mohamed Sahnoun n'aime pas se mettre en avant. Une manière d'être pour ce fils de soufi qui décrit son père, directeur d'une petite école privée et descendant d'un marabout de l'Ouarsenis, comme « profondément mystique ». En 1957, Mohamed Sahnoun a 26 ans. Jeune étudiant à la Sorbonne, il a regagné l'Algérie, après le mot d'ordre de grève illimitée lancé par l'Union des étudiants algériens, en mai 1956.

« Après des études au lycée franco-musulman à Alger, j'avais commencé mon année de propédeutique. Je me destinais à faire de la sociologie, j'étais internationaliste et je souhaitais un changement dans le monde, j'avais des amis au Parti communiste et à Témoignage chrétien. À Paris, j'ai fait connaissance avec l'écrivain Kateb Yacine et le peintre Issiakem, des gens qui parlaient un langage universaliste. »

Après le tremblement de terre de septembre 1954, Mohamed Sahnoun noue des amitiés parmi les volontaires algériens ou européens de Service civil international, une organisation suisse engagée dans des chantiers de reconstruction à Orléansville, sa ville natale rebaptisée Al-Asnam en 1962. La plupart d'entre eux rejoignent ensuite le Service des centres sociaux. Cette organisation, créée en 1955 par l'ethnologue Germaine Tillion, menait des actions sociales et culturelles dans le pays et tentait, en même temps, d'initier un processus de dialogue et de coopération intercommunautaire.

« Des liens très forts de compréhension et d'amitié se sont tissés entre citoyens d'origine algérienne et d'origine européenne, affirme Mohamed Sahnoun. Entre Français et Algériens, on ne faisait pas la différence. C'était des gens convaincus de la nécessité de la justice et de la générosité dans le monde. En 1956, la répression s'est accentuée et nous avons été obligés de nous cacher. Ces gens ont pris des risques considérables pour nous héberger ou nous transporter. Certains ont été arrêtés et torturés. Parmi eux, il y avait des catholiques qui assumaient leur foi dans la compréhension et l'amour de l'autre, en mettant de côté les distinctions raciales, culturelles et religieuses. »



Le diplomate algérien Mohamed Sahnoun. Cinquante ans après son passage dans les geôles de l'Algérie française, il n'a rien oublié : ni la brutalité des bourreaux, ni la fraternité de ceux qui ont contribué à le sauver.

REPÈRES

Une expérience diplomatique extraordinaire

► **Ancien étudiant à la Sorbonne** et diplômé de la New York University, Mohamed Sahnoun a été secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'unité africaine de 1964 à 1973, puis secrétaire général adjoint de la Ligue arabe entre 1973 et 1975, avant de devenir ambassadeur d'Algérie au Maroc, aux États-Unis, en France et en Allemagne.

► **Ancien représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en Somalie**, puis pour la région des Grands Lacs, il fut coprésident de la commission qui a produit le rapport sur « La responsabilité de protéger ». Il est actuellement conseiller du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon.

► **Président de l'Association internationale initiatives et changement** depuis janvier 2007, il souhaite développer à Caux, siège du centre de rencontres internationales de cette ONG basée en Suisse, un « Davos de la paix » (www.caux.ch).

Mohamed Sahnoun n'a rien oublié. Ni la brutalité de ses bourreaux, ni la fraternité de ceux qui lui ont sauvé la vie. Paul, un pied-noir descendant de communards, Juliette, une catholique parisienne, assistante sociale, Jobic, prêtre de la Mission de France, et beaucoup d'autres se sont mobilisés pour le faire sortir des geôles de l'Algérie française et le mettre à l'abri en métropole. Un officier dont il ignore encore le nom avait obtenu son transfert à la prison centrale de Barberousse. Plus tard, à Al-Oued, dans la banlieue d'Alger, le directeur de la prison le fait libérer. Des prêtres l'accueillent près d'Angers et à Puteaux, avant qu'il s'installe à Lausanne.

Au cours de sa longue carrière de diplomate, Mohamed Sahnoun transcendera sa blessure intime au service de la paix, négociateur subtil et patient, proche des populations, en Somalie, dans la région des Grands Lacs ou dans la Corne de l'Afrique. Les tragédies ont endurci le médiateur professionnel sans aigrir l'homme ou le rendre cynique. Cinquante ans après, Mohamed Sahnoun se dit choqué par les tortures pratiquées par des soldats américains dans la prison d'Abou Ghraïb, en Irak, et par la façon dont « on a trouvé toutes sortes de raisons juridiques de les justifier, au nom de la lutte contre le terrorisme ».

Ses références sont toujours le Mahatma Gandhi et Ferhat Abbas, ceux qui préconisaient la non-violence. Pour mettre fin aux conflits, il croit au rôle de la société civile, à celui des grands philosophes et des grands mystiques.

« Les hommes politiques ne s'intéressent pas aux causes profondes, estime-t-il. Ils gèrent la relativité et ce qu'elle recèle de pouvoir, trop souvent suivis par les intellectuels et les journalistes. Des centaines de milliards sont dépensés pour la défense et la police, beaucoup plus que pour l'aide au développement ou l'aide humanitaire. Quand j'étais ambassadeur en Allemagne, le chancelier Helmut Schmidt m'a dit un jour : "Vous avez rai-

son, on devrait pouvoir dire à nos populations que c'est notre intérêt à long terme de faire en sorte que ces pays se développent. Mais si je disais aux familles allemandes aisées de sacrifier une voiture pour l'aide au développement, je ne serais jamais élu. »

Ancien ambassadeur à Paris de 1979 à 1982, Mohamed Sahnoun ne laisse entrevoir aucune amertume à l'endroit de cette France si proche et si lointaine, comme s'il éprouvait un sentiment inextricable où l'attachement le dispute à la douleur. « Les relations entre la France et l'Algérie sont très complexes mais elles ne peuvent être que profondes et doivent être cultivées. Mouloud Feraoun, ce grand écrivain imprégné de culture française, assassiné par l'OAS en 1962, et Albert Camus qui se sentait profondément algérien et déchiré par cette guerre en sont deux exemples. Dans le domaine international, la France et l'Algérie peuvent travailler ensemble pour répondre aux grandes questions qui se posent sur le continent africain : les conflits, la dégradation de l'environnement, les causes profondes de l'insécurité. »

Mohamed Sahnoun, le diplomate onusien coauteur de « la responsabilité de protéger », insiste sur la nécessité de cultiver « l'amour de l'autre ». « On ne s'en sortira pas sans solidarité humaine. Dans le débat électoral français, on a parlé de la façon de répondre aux intérêts des populations locales sans se référer aux causes profondes de l'insécurité qui ne sont pas l'immigration. C'est normal de s'occuper de sa famille, de sa communauté et de sa nation, de protéger une langue ou une culture. Mais en même temps, on ne peut pas vivre dans une forteresse, entouré de hordes qui sont dans la misère totale et vont tenter de l'assailir. Il faut comprendre que ce n'est pas possible de s'isoler. »

FRANÇOIS D'ALANÇON

(1) *Mémoire blessée*, Algérie, 1997, Presses de la Renaissance, 230 p., 17 €.